



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2026-6-1/2026-6-15]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Lundi 1^{er} juin.

Quatre nouveaux malades d'Ebola guéris à Bunia, qui suivaient des soins au Centre médical évangélique (CME) de Bunia, en Ituri. Ce qui porte à cinq le nombre de personnes guéries de ce virus depuis la déclaration de l'épidémie par le gouvernement il y a 17 jours. Toutes les personnes guéries sont des infirmiers, dont une femme, travaillent au Centre médical évangélique de Bunia. Elles avaient attrapé le virus d'Ebola en plein exercice de leur métier. Selon le médecin directeur de cette structure médicale, ces survivants ont été soumis à un traitement des symptômes de la malaria, couplé à des antibiotiques, entre autres. Il ajoute qu'après quelques jours d'observation et de prélèvements quotidiens, les derniers contrôles et les résultats ont été déclarés négatifs. Un ouf de soulagement pour le docteur qui affirme : "Nous sommes très contents de voir qu'une maladie qui n'a ni traitement propre, ni vaccin pour le moment, peut être vaincue par un traitement symptomatique". Le docteur reste confiant, estimant que le nombre de guéris va augmenter dans les jours à venir.

Centrafrique : l'inquiétude grandit à Bangui face à l'épidémie d'Ebola. De nombreux habitants restent préoccupés en raison de la proximité de Bangui avec la ville congolaise de Zongo, située de l'autre côté de la rivière Oubangui. Les mouvements quotidiens de populations entre les deux rives alimentent les inquiétudes. Cette semaine, le décès d'un ressortissant congolais au quartier Kokoro, dans le III^e arrondissement de Bangui, a renforcé les rumeurs et les soupçons au sein de la population. Pourtant, selon les résultats des examens médicaux communiqués par l'hôpital communautaire, la victime serait décédée des suites d'une tuberculose et non d'Ebola. Pour Melchi, un riverain, ces échanges transfrontaliers sont indispensables à la vie économique des deux pays. Mais ils suscitent également des inquiétudes face au risque d'importation du virus Ebola

Journée internationale des parents : à Kinshasa, le combat quotidien des familles pour l'avenir des enfants. Dans sa résolution 66/292 du 17 septembre 2012, l'Assemblée générale a décidé de proclamer le 1er juin, Journée mondiale des parents, pour mettre à l'honneur les parents du monde entier. Selon certains parents de la capitale, gérer le ménage, éduquer, nourrir et soigner les enfants constitue, selon eux, une mission exigeante qui requiert courage et endurance. Au-delà des besoins matériels, les parents interrogés insistent sur l'importance de la transmission des valeurs morales et civiques, qu'ils considèrent comme essentielles pour former des citoyens responsables. De leur côté, certains enfants qui se sont entretenus avec Radio Okapi, reconnaissent les efforts consentis par leurs parents et saluent leur abnégation. Ils mettent en avant leur résilience face aux difficultés et leur engagement à garantir leur éducation et leur bien-être. « Le plus grand sacrifice de mes parents, c'est d'avoir mis leurs propres besoins de côté. Ils m'ont aussi appris à rester digne, même dans les moments les plus difficiles », témoigne un jeune Kinois.



De nombreux habitants de Masisi et Walikale fuient leurs villages après des affrontements entre le M23 et les Wazalendo. Depuis plusieurs semaines, les territoires de Walikale et de Masisi connaissent une recrudescence des violences armées. Cette instabilité a entraîné l'abandon progressif de plusieurs villages et perturbe fortement la vie quotidienne des populations, ces notables. Les activités scolaires sont affectées dans plusieurs localités, tandis que les activités économiques tournent au ralenti en raison de l'insécurité persistante. Les acteurs locaux s'inquiètent d'une aggravation de la crise humanitaire si les affrontements se poursuivent dans cette partie du Nord-Kivu.

Kwilu : au moins 11 morts et plus de 50 disparus dans le naufrage d'une baleinière près de Bagata. La baleinière transportait environ 150 passagers au moment du naufrage et à ce jour, on dénombre 47 rescapés. Il y a 11 morts retrouvés et les autres, dont une cinquantaine, sont introuvables. « Cette situation est dramatique et appelle au balisage des rivières Kwilu et Inzia. Les autorités locales ont sollicité l'intervention de la Régie des voies fluviales et de l'Onatra afin d'accéder au site du naufrage et de rechercher d'éventuelles victimes encore coincées sous la baleinière, laquelle s'est renversée ». Ce nouveau naufrage relance le débat sur la sécurité de la navigation fluviale en RDC. Les accidents d'embarcations demeurent fréquents sur les cours d'eau du pays, souvent en raison de la surcharge, du mauvais état des bateaux et du manque d'équipements de sécurité.

Education nationale : l'ENAFEP, le TENASOSP et l'Examen d'État confirmés pour ce mois de juin 2026. L'Examen national de fin d'études primaires (ENAFEP), est prévu les 4 et 5 juin prochains. Le Test national de sélection et d'orientation scolaire et professionnelle (TENASOSP), est programmé les 11 et 12 juin 2026. La session ordinaire de l'Examen d'État, quant à elle, est fixée du 22 au 25 juin 2026 sur toute l'étendue du territoire national.

Kamitatu avertit Tshisekedi : en cassant la Constitution, il se prive de sa propre protection. Sur le fond, Kamitatu a été catégorique : la Constitution n'appartient à aucun camp. « Elle n'est pas à vendre à une majorité, quelle qu'elle soit », a-t-il affirmé, rappelant qu'elle constitue le socle commun sur lequel la RDC a été reconstruite après des décennies de conflits. Mais c'est son avertissement final qui a donné le ton le plus saisissant de l'intervention. Kamitatu a soutenu que la Constitution protège Tshisekedi lui-même plus que quiconque, en tant que chef de l'État au sommet de la pyramide institutionnelle. « Quand vous cassez le verrou de la porte d'entrée de votre maison, il ne faut pas vous étonner que des gens non invités entrent et vous en chassent », a-t-il imaginé. En détruisant ce cadre juridique, le président prendrait ainsi le risque de se retrouver sans aucune protection le jour où d'autres voudraient, à leur tour, s'emparer du pouvoir par la force. (Actualité.CD)

Mardi 2 juin.

Épidémie d'Ebola : le diocèse de Bunia renforce les mesures de prévention dans les paroisses. Parmi les principales dispositions prises figure l'installation obligatoire de dispositifs de lavage des mains à l'entrée des paroisses, chapelles et autres lieux de rassemblement. Le diocèse a également instauré le respect strict de la distanciation physique pendant les célébrations liturgiques. Autre décision importante : le report des baptêmes, des premières communions et des ordinations sacerdotales prévues le 11 juin. Selon les autorités ecclésiastiques, cette mesure préventive permettra d'éviter les grands rassemblements susceptibles de favoriser la propagation de la maladie. Dans le même élan, les visites aux malades dans les structures sanitaires sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. **Après avoir vaincu Ebola, l'infirmier Étienne Ezo prêt à reprendre son travail au chevet des malades.** Ce professionnel de santé figure parmi les patients déclarés guéris d'Ebola qui ont reçu leurs certificats de sortie du Centre de traitement Ebola (CTE) de l'hôpital de Nyakunde. Le cas d'Étienne Ezo illustre à la fois le lourd tribut payé par le personnel de première ligne et sa remarquable résilience. Son retour annoncé dans les services de soins constitue un message d'espoir pour les équipes médicales ainsi que pour les patients encore pris en charge.

Ebola : l'OMS revoit largement à la baisse le nombre de cas suspects en RDC et en Ouganda. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a drastiquement revu à la baisse son estimation du nombre de cas suspects de virus Ebola Bundibugyo en RDC et en Ouganda, mardi 2 juin. De 906, celle-ci est tombée à 116, pour 330 cas confirmés, dont 321 en RDC. Cette révision des chiffres est le résultat de l'arrivée, la semaine dernière à Bunia, de 2000 tests et de réactifs qui ont permis de traiter tous les échantillons en attente d'analyse et donc d'écarter une infection au virus chez de nombreux malades qui souffraient, en fait, d'autres pathologies ou qui n'ont présenté qu'un épisode de fièvre isolé. Cette révision des chiffres ne signifie pas pour autant que l'épidémie est en recul.

306 agents de l'IGF formés à la gouvernance et au contrôle des finances publiques. Ces agents et cadres de l'Inspection générale des finances (IGF) ont suivi plusieurs modules portant notamment sur la gouvernance financière, le contrôle des



finances publiques, la gestion administrative ainsi que l'éthique professionnelle. Des compétences jugées essentielles pour assurer une meilleure protection des ressources publiques et renforcer la redevabilité dans la gestion des finances de l'État. Pour les organisateurs, cette initiative constitue une étape importante dans le processus de professionnalisation de l'administration publique congolaise. Elle intervient dans un contexte où la transparence, la bonne gouvernance et la lutte contre la mauvaise gestion des ressources publiques figurent parmi les priorités de l'IGF.

Affaire Chebeya et Bazana : 16 ans après, la VSV exige la réouverture du procès grâce aux réformes de la justice militaire. Le directeur général de l'ONG Voix des sans voix, soutient que « cette réforme autorise désormais la désignation des magistrats de grade inférieur pour juger des prévenus de grade supérieur au sein de la même catégorie. Ainsi, en cas d'absence des juges du grade requis, le premier président de la Haute Cour Militaire peut désigner des juges de grade inférieur ». Selon la VSV, cette avancée législative fait tomber le principal verrou qui « protégeait » le général John Numbi, ancien inspecteur général de la Police nationale congolaise (PNC) et suspect numéro un dans ce dossier. L'ONG martèle que l'absence physique de ce dernier, actuellement en cavale, ne doit plus bloquer la procédure : « un procès juste et équitable peut et doit être organisé, même par contumace ». Par ailleurs, la VSV alerte sur la situation de vulnérabilité du colonel Paul Mwilambwe. Considéré comme le témoin clé pour avoir révélé des détails cruciaux sur l'exécution des deux activistes, l'officier se trouve actuellement à Kinshasa sans aucune protection, après avoir été démis de ses fonctions à Boma (Kongo-Central). L'ONG craint pour sa sécurité alors que ses révélations restent indispensables pour la manifestation de la vérité.

Kwilu : succès de la campagne de vaccination contre la rougeole, la rubéole et la poliomyélite avec un taux de couverture de 102 %. Ce succès est le fruit d'une synergie d'efforts : l'implication totale des équipes sanitaires sur le terrain, l'appui des partenaires techniques et financiers, mais aussi une collaboration étroite avec le ministère provincial de l'Éducation et les communautés locales.

Attaques ADF à Beni : Denis Mukwege condamne les massacres et appelle à une action urgente. Denis Mukwege s'est particulièrement alarmé des violences visant les membres de la communauté autochtone pygmée. Selon lui, ces attaques constituent une atteinte grave à la diversité culturelle et au patrimoine humain de la RDC. Il estime que les massacres perpétrés depuis plusieurs années dans la région s'inscrivent dans une logique de terreur et de déplacement forcé des populations. Il dénonce ce qu'il qualifie de « projet méthodique d'épuration identitaire et d'intolérance religieuse » mené par les ADF contre certaines communautés de Beni, de l'Ituri et contre les populations chrétiennes.

Les victimes des inondations à Kindu reçoivent de l'argent pour subvenir à leurs besoins. 486 ménages ont bénéficié chacun de 194 USD fournie par le Mouvement international pour le droit de l'enfant, de la femme et de l'homme veuf, pour leur promotion sociale (MIDEFEHOPS), avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers. Cette aide s'inscrit dans le cadre du projet de réponse aux crises liées aux inondations fluviales dans la ville de Kindu. Elle fait suite à la distribution de kits de dignité, d'aquatabs pour la purification de l'eau et de carnets de prise en charge médicale aux sinistrés. Le projet concerne les trois communes de la ville de Kindu et 800 ménages, au total, bénéficieront de cette assistance.

Mercredi 3 juin.

Cinq détenus suspectés d'Ebola s'évadent des centres de traitement en Ituri. Selon des sources médicales et pénitentiaires, les cinq détenus avaient été détectés le week-end dernier à la prison centrale de Bunia. Deux d'entre eux ont été admis à l'Hôpital général de référence de Bunia, tandis que les trois autres ont été orientés vers le centre de traitement de Rwampara, à une dizaine de km de la ville. Cependant, le dispositif de sécurité était défaillant. Selon ces mêmes sources, les deux suspects de Bunia ont pris la fuite dans la nuit de samedi à dimanche, suivis lundi matin par les trois autres de Rwampara. A ce jour, les fugitifs restent introuvables, plongeant la population locale dans une vive inquiétude face au risque d'une propagation communautaire du virus.

RDC : 35 décisions exécutées sur 139 prises au Conseil des ministres, entre avril et décembre 2025, soit 25 %. Ces chiffres ressortent du rapport analytique de la société civile sur l'action publique, en partenariat avec le Centre d'études pour l'action sociale (CEPAS). Un membre du collectif qui a mené ce monitoring, dénonce le grand défi de finaliser les décisions politiques et de les accompagner par des feuilles de route et des indicateurs pour renforcer l'efficacité de l'action publique en RDC. Pour étayer son argumentaire, il revient sur l'inaction concernant les décisions liées aux embouteillages dans la ville de Kinshasa.

« Prenons un facteur simple : qui exécute la décision en rapport avec les embouteillages ? La circulation routière est encadrée par les policiers, censés incarner l'autorité de l'État. Ce sont eux qui devraient sanctionner le ministre qui roule en



sens contraire ». Selon lui, les problèmes d'embouteillages sont structurels et non conjoncturels, car ils relèvent à la fois de la mobilité, du maillage de la ville, de son étalement et du civisme routier. Cet activiste de la société civile considère que ces problèmes complexes nécessitent des réponses complexes, comme le recours aux transports fluviaux.

Nouveau partenariat militaire entre la RDC et la République tchèque. L'ambassadeur tchèque et le ministre de la Défense, ont identifié plus axes de collaboration, notamment la formation des pilotes congolais, le perfectionnement du personnel militaire et la fourniture d'équipements destinés aux Forces aériennes congolaises. Le diplomate tchèque a salué l'aboutissement de cette coopération, fruit des échanges engagés lors de la dernière mission officielle du ministre de la Défense à Prague. Il s'est montré confiant quant à l'avenir de cette collaboration appelée à se renforcer entre les ministères de la Défense des deux États.

Le recensement de la population fixé à juillet 2027, le premier en 40 ans. Lundi 1^{er} juin, les autorités congolaises ont lancé officiellement les activités cartographiques de terrain qui précèdent le recensement proprement dit. La première étape concrète est le recrutement des agents chargés de la cartographie censitaire, en commençant par Kinshasa, avant de couvrir l'ensemble du territoire national. Le dénombrement lui-même est prévu à partir de juillet 2027. Une date qui suscite des interrogations, à moins d'un an des élections générales programmées en 2028. Certains y voient une possible manœuvre pour provoquer un glissement du calendrier électoral. Un budget de 200 millions de dollars. Le gouvernement congolais a déjà engagé 30 millions de sa propre poche. La Banque mondiale a promis 100 millions de dollars, dont 75 millions directement affectés aux opérations de terrain. La Banque africaine de développement s'est engagée à hauteur de 80 millions. Le ministre affirme que le volet financier est bouclé. Reste la question sécuritaire, dans un pays où une partie du territoire échappe au contrôle de l'État. (RFI)

Le manque de financement entrave les travaux des routes et ponts au Nord-Kivu. La situation est particulièrement critique sur le chantier d'asphaltage de la route entre le rond-point Concorde et l'aéroport de Rugenda, à Butembo. L'entreprise Jerrison a déjà réalisé 59 % des travaux et achevé le réseau d'assainissement. Cependant, l'insuffisance des ressources financières bloque la suite des opérations. Parallèlement, les travaux de modernisation de l'aérodrome de Walikale se poursuivent malgré des contraintes techniques. Selon l'un des responsables du projet de construction des ponts, la pluie perturbe régulièrement les activités. *L'approvisionnement en matériaux essentiels, comme les concassés, reste également difficile.* Le gouverneur a exhorté les entrepreneurs à ne pas abandonner les chantiers. Il a assuré que le gouvernement provincial mettrait tout en œuvre pour accompagner la réussite de ces projets.

Epreuves certificatives : le respect des mesures contre Ebola exigé. L'Inspecteur général de l'Éducation nationale, a confirmé le lancement de l'Examen national de fin d'études primaires (ENAFEP) pour ce jeudi 4 mai sur toute l'étendue du territoire. Il a toutefois recommandé aux candidats ainsi qu'à tous les acteurs impliqués dans l'organisation de cette épreuve certificative, notamment en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, de respecter scrupuleusement les mesures préventives contre la maladie à virus Ebola. Quant à la session ordinaire de l'examen d'Etat, qui est prévue du lundi 22 au jeudi 25, a-t-il poursuivi, il faut que tous les candidats portent des masques.

Jeudi 4 juin.

Une journée marquée par un calme inhabituel et une activité timide dans certaines villes. Kinshasa. L'opposition appelait à observer une ville morte pour protester contre toute modification de la Constitution, tandis que les partis de la majorité présidentielle et les autorités invitaient la population à poursuivre normalement ses activités. Certains parents affirment avoir préféré garder leurs enfants à la maison par précaution, alors que d'autres ont vaqué sans difficulté à leurs occupations. Dans plusieurs points sensibles de la capitale, des dispositifs policiers renforcés étaient visibles. À **Kikwit**, dans le Kwilu, les activités se sont déroulées normalement, selon plusieurs habitants. Les écoles ont ouvert et de nombreux parents y ont envoyé leurs enfants. À **Mbandaka**, dans l'Équateur, la matinée a débuté timidement avant un retour progressif à la normale, selon nos sources. À **Kananga**, au Kasai-Central, les activités se sont également déroulées normalement : magasins, écoles, université et services publics étaient ouverts. La police était déployée dans plusieurs points sensibles. À **Kindu**, dans le Maniema, le calme a prévalu, tout comme à **Bunia**, en Ituri, où l'attention reste focalisée sur la riposte contre l'épidémie de virus Ebola. À **Lubumbashi**, la situation était globalement normale. Cependant, à **Beni**, dans la province du Nord-Kivu, notamment au quartier commercial de Matonge, les commerces étaient encore fermés jusqu'à 14h45. La population était également presque absente dans ce secteur habituellement très animé de la ville. À **Matadi**, dans



le Kongo-Central, les activités se sont déroulées normalement. Les agents de la circulation routière étaient en poste, tandis que les autres unités de la police étaient visibles dans plusieurs carrefours et points sensibles.

Les États-Unis sanctionnent un dirigeant de l'AFC/M23 et un commandant des FDLR. Les États-Unis lorgnent sur le site minier de Rubaya, dans le cadre des accords de Washington conclus avec Kinshasa. Rubaya est une importante zone de production de tantale que Washington classe parmi ses minerais critiques. Des combats ont opposé ces dernières semaines Kinshasa et l'AFC/M23 autour de ce site, Kinshasa tentant de le récupérer. Washington estime que le contrôle de la zone par l'AFC/M23 accroît les risques de contrebande. Les deux personnes sanctionnées ont été choisies pour des raisons précises. John Imani Nzenze est le chef du renseignement de l'AFC/M23. Il est considéré comme l'un des plus proches collaborateurs de Sultani Makenga, commandant militaire en chef du mouvement. Gustave Kubwayo, connu sous le nom de « Colonel Sirkoof », commande le Commando de recherche et d'action en profondeur, une unité de renseignement des FDLR. Ces sanctions envoient aussi un message à Kinshasa et Kigali. Washington attend de la RDC qu'elle neutralise les FDLR. Les États-Unis notent que ce groupe a sollicité le soutien de milices congolaises et d'unités de l'armée congolaise au Nord-Kivu, malgré l'interdiction de toute coopération avec les FDLR décrétée par le gouvernement congolais lui-même. (RFI)

La Coalition C5 conditionne la tenue du référendum à la participation des deux Kivu. Selon la structure, le recours aux urnes est le seul moyen de connaître la position réelle des Congolais, face aux discours des différents regroupements politiques. Selon cette Coalition, le référendum ne doit pas faire peur à la jeunesse, mais plutôt aux agendas des politiciens, car leurs agendas ne sont pas ceux de la jeunesse. « Avant d'y aller, le gouvernement a le devoir d'assurer que nos frères du Nord et du Sud-Kivu seront capables d'y participer ». Cette structure critique également l'opposition et d'autres plateformes comme la C64, leur reprochant de s'attribuer le mandat unanime du peuple sans consultation directe par la voie référendaire.

Près de 2 000 emplois attendus dans les travaux routiers à Mahagi. Financé par la Banque mondiale, ce programme vise à restaurer environ 65 km de routes. Les responsables du projet ont lancé la phase de mobilisation communautaire mardi 2 juin, afin d'appeler les habitants à accompagner la mise en œuvre de ce chantier qui va désenclaver des dizaines de villages. L'objectif de cette campagne est de sensibiliser les populations au processus d'identification et d'enregistrement des futurs travailleurs. Le programme entend améliorer durablement l'état des routes tout en créant des opportunités économiques directes pour les communautés riveraines. 50 % d'emplois seront réservés aux femmes. Les ex-combattants figurent également parmi les bénéficiaires ciblés afin de soutenir le relèvement socio-économique des communautés affectées par les conflits.

ENAFEP : plus de 2 millions d'enfants inscrits à l'édition 2026 en RDC. La ministre d'État en charge de l'Éducation nationale a déclaré : « cette année, 2 353 123 candidats, dont 48 % de filles ». Ces chiffres traduisent l'ampleur de la tâche et l'espérance portée par des millions de familles, d'écoles et de communautés. Elle a recommandé aux candidats de passer cet examen avec calme, concentration et honnêteté, en faisant confiance aux leçons apprises à l'école. Selon elle, la réussite véritable se construit dans l'effort, le sérieux et le mérite.

Plus de 300 civils tués en cinq mois à la suite des attaques des ADF en Ituri et au Nord-Kivu. La dernière attaque remonte à la nuit du 30 au 31 mai contre un campement des peuples autochtones Mbuti à Ngadi, commune de Ruwenzori, à Beni où sept personnes de la communauté Mbuti ont été tuées. Face à ce drame, le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) demande l'ouverture d'une enquête indépendante et impartiale afin d'identifier formellement les auteurs de cette attaque et de les traduire en justice. L'agence onusienne appelle également les autorités à renforcer la protection des populations civiles et demande le déploiement d'une assistance humanitaire urgente pour les survivants. Le BCNUDH alerte sur la situation des populations autochtones Mbuti. Déjà particulièrement vulnérables, ces communautés font face à des déplacements forcés, à la perte de leurs terres ancestrales et à un accès extrêmement limité à l'aide humanitaire.

Des milliers de mineurs subissent des violences en Ituri, selon la société civile. Ces organisations ont tiré la sonnette d'alarme à l'occasion de la Journée internationale des enfants, célébrée le 4 juin de chaque année. L'histoire d'Anuarité illustre ce drame silencieux. Réfugiée avec ses parents sur le site de déplacés de Kigonze à Bunia depuis l'âge de huit ans, elle grandit dans le dénuement le plus total. « Quand ces enfants ont subi ou ont vécu des actes d'agression, ils restent avec des séquelles. C'est la raison pour laquelle ils sont profondément traumatisés. Il faut un accompagnement psychologique urgent pour les aider à sortir de cet état ». L'autre fléau majeur qui guette les mineurs de l'Ituri reste leur enrôlement aux



milices locales. Un crime de guerre face auquel le président du Parlement des enfants de l'Ituri, a tenu à lancer un avertissement sévère aux seigneurs de guerre : « L'enfant, sa place n'est pas dans les groupes armés. Que ceux qui recrutent des enfants sachent que demain ils répondront de leurs actes devant la justice. » Ce leader d'opinion a également interpellé le gouvernement congolais, lui demandant d'assumer sa responsabilité première en faisant respecter la loi de 2009 portant protection de l'enfance.

Vendredi 5 juin.

Ebola : 63 décès sur les 381 cas enregistrés en RDC, soit une létalité de moins de 17% dans les provinces touchées. La baisse des chiffres est due à la maîtrise de la riposte avec l'installation des laboratoires et l'acquisition des kits de soins leur permettant d'avoir le nombre exact de malades, a expliqué le ministre de la Santé. L'épidémie d'Ebola, officiellement déclarée le 15 mai dernier, affecte trois provinces du Nord-Est de la RDC : Ituri, Sud-Kivu et Nord-Kivu. **Ebola : la Monusco réaffirme son soutien logistique dans la riposte à Bunia.** Le chef de la Monusco a précisé : « Notre rôle est celui d'un facilitateur opérationnel, notamment en appuyant la logistique, la mobilité et l'accès des équipes de riposte, ainsi que l'acheminement des fournitures et équipements médicaux ». De son côté, le gouverneur de l'Ituri, a qualifié cet appui de déterminant pour la réussite des opérations de santé publique. « Nous travaillons avec la Monusco sur toutes les dimensions : l'installation et la projection de matériel, la Monusco nous aide. Il y a des tonnes de médicaments qui sont arrivés ici, qui vont même vers Mongbwalu. Il y a aussi le personnel que la Monusco nous aide à amener à Mongbwalu ». **Ebola : SOS d'environ 100 Congolais bloqués à Rusumo,** la frontière entre la Tanzanie et le Rwanda, depuis près de deux semaines, sans possibilité de regagner la RDC. Les autorités rwandaises leur refusent le transit en raison des mesures sanitaires mises en place pour prévenir la propagation de la maladie à virus Ebola. Les voyageurs affirment ne disposer d'aucune alternative viable pour rejoindre la RDC. Le passage par l'Ouganda est jugé trop éloigné, tandis que l'option burundaise reste difficile pour certains d'entre eux en raison de problèmes liés à leurs documents de voyage. Au fil des jours, la situation humanitaire devient de plus en plus préoccupante. Selon les témoignages concordants, plusieurs familles, dont des femmes et des enfants, se retrouvent sans ressources financières après avoir épuisé leurs économies. Depuis le 22 mai dernier, le Rwanda a renforcé ses mesures de prévention contre la maladie à virus Ebola. Les autorités rwandaises ont notamment interdit l'entrée sur leur territoire aux voyageurs ayant séjourné en RDC au cours des 30 derniers jours. Les villes de Goma et de Bukavu, dont l'économie dépend fortement des échanges commerciaux et financiers avec le Rwanda, ressentent déjà les effets de ces restrictions, selon des observateurs. **Ebola : l'Ituri et le Nord-Kivu bénéficient de 340 tonnes de médicaments grâce au projet HEP RR.** Les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu ont bénéficié, mercredi 3 juin, d'un lot de 340 tonnes de médicaments et d'intrants destinés à la riposte contre la maladie à virus Ebola. Ce don émane du Projet de préparation, de réponse et de résilience face aux urgences sanitaires (HEP RR), un projet du Gouvernement de la République financé par la Banque mondiale et mis en œuvre à travers l'Unité de gestion du Programme de développement du système de santé (UG-PDSS). Elle bénéficie en priorité aux zones de santé les plus touchées par l'épidémie, ainsi qu'aux zones environnantes, afin de soutenir à la fois la réponse directe et les efforts de prévention autour des foyers actifs.

Reddition de 204 rebelles AFC-M23 aux Fardc au Nord-Kivu. Ces redditions interviennent dans un contexte marqué par la poursuite des affrontements entre l'AFC-M23 et les Fardc, appuyée par les combattants Wazalendo. Ces combats se sont intensifiés ces derniers mois dans les territoires de Masisi, Walikale et Rutshuru, au Nord-Kivu et à Kalehe, au Sud-Kivu.

Réunion à Kinshasa entre la RDC, le Burundi et le HCR pour accélérer le retour des réfugiés. Plus de 200 000 Congolais ont trouvé refuge au Burundi après la dégradation de la situation sécuritaire dans l'est de la RDC. Selon Kinshasa, près de 50 000 sont déjà rentrés, tandis que le HCR affirme qu'environ 187 000 restent encore sur le territoire burundais. Le financement de ces retours constitue l'un des principaux défis. Le ministre burundais de la Sécurité publique, appelle à une mobilisation accrue des partenaires. « Certains partenaires se sont retirés, d'autres hésitent même à participer au processus de retour volontaire de ces réfugiés ». Du côté congolais, les autorités affirment vouloir renforcer l'assistance à leurs ressortissants au Burundi. Les trois parties ont réaffirmé leur attachement à des retours « libres, volontaires et sécurisés » et annoncent dans le communiqué final des missions conjointes de sensibilisation dans les camps et centres de transit dans les deux pays. (RFI)

"Aujourd'hui, le peuple congolais ne croit plus en Tshisekedi" (Delly Sesanga). Interview avec le patron du parti politique Envol et un des leaders – avec Moïse Katumbi, Martin Fayulu, Jean-Marc Kabund ou Augustin Matata – du mouvement C64 qui appelle, comme le prescrit l'article 64 de la Constitution, le peuple congolais à la mobilisation contre la volonté du chef de l'État de modifier la loi fondamentale pour espérer s'accrocher au pouvoir. **Le pouvoir bousculé.**



L'opposition politique paraissait extrêmement faible, quasi inexistante, comment expliquez-vous que la population de Kinshasa vous ait suivie ? “Je pense que la population était prête. On ne peut pas forcer ce type d’opération. Nous n’avons pas d’arme. On a sensibilisé sans violence. Si on a été entendus, c’est parce que la population est fatiguée de ce régime. Fatiguée des promesses sans lendemain, de la corruption, de la non-gestion.” ***Félix Tshisekedi, dans une conférence de presse au début du mois de mai, s’est dit prêt à briguer un nouveau mandat si la population congolaise le lui demandait...*** “Je pense qu’il a sa réponse. Les Congolais ne veulent pas que le pouvoir détricote la Constitution. Ils ne veulent pas d’un nouveau monarque. Il y a un contrat entre le président de la République et les Congolais. Tout est dans l’article 220 de la Constitution qui limite la durée et le nombre des mandats du chef de l’État. Félix Tshisekedi terminera son second mandat fin 2028, après il devra partir. ***Jusqu’à votre appel, on avait le sentiment que Kinshasa était au mieux amorphe ou même favorable au président de la République...*** “Dans un premier temps, beaucoup de Congolais ont pensé qu’il fallait donner sa chance à Félix Tshisekedi. Aujourd’hui, on n’y croit plus. Trop de paroles, de promesses sans lendemain. Un peuple qui meurt de faim, alors que le pays trône en tête des richesses potentielles mais qui se retrouve dans une pauvreté et une misère effective. Il faut aussi ajouter que la peur était réelle dans la population. Les forces du progrès (FPS), la milice du parti du président, et la garde républicaine, son armée personnelle, ont distillé les menaces et la peur. Les FPS se comportent comme de vrais Tontons Macoute (nom d’une milice paramilitaire chargée des basses œuvres du président haïtien François Duvalier, à partir de 1959) Les coups, les arrestations, les tortures, les condamnations iniques font partie de l’arsenal du pouvoir.” ***Cette peur se serait-elle envolée ?*** “Il faut être honnête, ce n’est pas notre mouvement, seul, qui a fait partir cette peur. Mais nous avons montré que l’opposition politique intérieure, aussi malmenée soit-elle, existait encore. Qu’elle pouvait s’unir, au moins partiellement. Je pense que la population attendait ce signal. Quand la ville morte a commencé, des membres des FPS, forts de la crainte qu’ils inspirent, sont descendus dans certains quartiers pour obliger les gens à sortir de chez eux. Ils ont été bien accueillis. On peut dire que la peur a changé de camp.” ***Une journée ville morte, où les gens sont priés de rester chez eux, n’est-ce pas cependant l’action la plus facile à réussir ?*** “Quand on a évoqué l’idée, on nous disait que ça ne marcherait pas. Que la peur et les moyens de l’État dont use et abuse le pouvoir seraient dissuasifs. Pourtant, la population a suivi. Demain, d’autres mobilisations auront lieu. Elles ne réussiront peut-être pas toutes, mais nous avons déjà montré que les Congolais ne veulent pas d’un changement de la Constitution, ils ne veulent pas d’un troisième mandat pour Tshisekedi. Les institutions étrangères qui sont à Kinshasa, qui ont si souvent fermé les yeux sur les dérives du pouvoir, ont compris le message.” ***Vous vous limitez à Kinshasa ?*** “On n’a mobilisé que Kinshasa pour la première action. Mais les Congolais nous ont suivis spontanément à Lubumbashi, Kolwezi, Beni, Butembo, dans le Bandundu, etc. Le tout sans moyen financier. Certains ont raison de dire qu’on a plaqué Tshisekedi au sol à mains nues”.

(La Libre Afrique)

Samedi 6 juin.

Fermeture temporaire de 6 structures sanitaires à Bunia après des cas suspects d’Ebola. Cette décision vise selon les sources sanitaires, à interrompre toute chaîne de contamination dans des formations sanitaires où plusieurs cas suspects ont été enregistrés. D’après des sources médicales, tous les cas suspects d’Ebola identifiés dans ces structures ont été transférés vers les centres de traitement de l’Hôpital général de référence de Bunia et de Rwampara. Cette situation entraîne une réduction de la capacité d’accueil des malades dans la ville de Bunia. Elle suscite également des inquiétudes, notamment chez les femmes enceintes venues pour des soins, qui craignent une exposition potentielle au virus. **Ebola : hausse des prix des produits à Kasindi après la fermeture de la frontière ougandaise.** Cette décision a un impact immédiat sur les activités économiques, qui constituent la principale source de revenus de nombreux ménages de la cité frontalière de Kasindi. La société civile redoute que la prolongation de cette mesure n’aggrave davantage la précarité de certains ménages, déjà fragilisés par le contexte économique actuel. Par ailleurs, Kasindi accueille aujourd’hui plusieurs déplacés de guerre. « Nous appelons ainsi les autorités congolaises et ougandaises à renforcer plutôt les dispositifs de surveillance sanitaire, tout en veillant à limiter les répercussions négatives de cette mesure sur les populations riveraines ».

Des études documentent une pollution massive autour des mines de cuivre et de cobalt de Kolwezi. À Kolwezi, dans le sud-Est de la RDC, des habitants décrivent une poussière qui arrive « comme un brouillard ». Certains nettoient leur maison trois ou quatre fois par jour. Quatre études scientifiques indépendantes publiées ce mois de juin documentent ce que ces communautés dénoncent depuis des années : les mines de cuivre et de cobalt de la région les exposent à des niveaux de pollution que la science associe à des risques sanitaires graves. Résultat : les concentrations de particules fines atteignent trois fois la limite fixée par l’OMS. Autour de Kolwezi et de Fungurume, huit sites ont été surveillés. À chaque endroit, les niveaux de pollution dépassent les recommandations de l’OMS. La poussière transporte du cobalt, du cuivre, du manganèse. À doses élevées, ce dernier attaque le système nerveux central. Dans les rivières et les puits, les scientifiques relèvent aussi



de l'arsenic, du plomb, de l'uranium. Les trois entreprises minières concernées, CMOC, Glencore et Zijin Mining, ont été informées deux semaines avant la publication. CMOC conteste le lien causal avec les problèmes de santé signalés. Glencore dit prendre les conclusions en compte et Zijin Mining a demandé un délai supplémentaire sans fournir d'observations. Les chercheurs réclament une évaluation sanitaire indépendante, urgente, financée par les entreprises.

Est de la RDC : les Fardc dénoncent la poursuite des offensives de la coalition RDF/AFC/M23 contre les populations et les infrastructures stratégiques en violation des engagements diplomatiques. Selon l'armée congolaise, plusieurs localités de la province du Nord-Kivu ainsi que les Hauts Plateaux de Fizi et d'Uvira, dans le Sud-Kivu, continuent de subir des attaques attribuées à cette coalition. Les Fardc ont également dénoncé des attaques répétées visant certaines **infrastructures stratégiques du pays**. Elles citent notamment l'aéroport international de Bangboka à Kisangani, dans la province de la Tshopo. Pour l'armée congolaise, ces actes démontrent que la menace demeure active et continue de peser sur la sécurité nationale. Face à cette situation, l'armée assure avoir renforcé les mesures de protection autour des installations sensibles. Des violations répétées du cessez-le-feu. "Les Fardc rappellent également que la coalition RDF/AFC/M23 a, à plusieurs reprises, **violé les engagements de cessez-le-feu** auxquels elle avait pourtant souscrit. Malgré les efforts continus déployés pour favoriser un règlement pacifique de la crise, cette coalition poursuit ses offensives et multiplie les provocations, compromettant les perspectives de stabilisation durable dans la région". Au cours de cette communication, l'armée congolaise a également dénoncé ce qu'elle qualifie de **campagnes de désinformation** visant à brouiller la compréhension du conflit et à détourner les responsabilités. En dépit de l'existence de l'Accord de Washington et des réunions d'évaluation qui se succèdent, la situation sécuritaire et humanitaire dans l'Est de la RDC continue de se détériorer. Cette évolution intervient malgré la multiplication des initiatives diplomatiques censées contribuer à la résolution de la crise. L'érosion de la confiance entre les parties ainsi que le manque de volonté politique de certains acteurs régionaux, qui freine la mise en œuvre effective des engagements pris, demeurent des défis majeurs pour les médiateurs, notamment les États-Unis d'Amérique et l'État du Qatar. Ces derniers sont appelés à poursuivre leurs efforts en faveur d'une issue à la crise sécuritaire actuelle, marquée par la présence de la rébellion de l'AFC/M23, que Kinshasa accuse d'être soutenue par le Rwanda. Il en va de même pour le processus de Doha, placé sous l'égide de l'État du Qatar. Malgré plusieurs cycles de discussions, Kinshasa et la rébellion de l'AFC/M23 peinent toujours à accorder leurs positions sur les principaux points de divergence. L'étape de Montreux, en Suisse, qui devait insuffler une nouvelle dynamique à ce processus, n'a pas produit les résultats escomptés. (Actualité.CD)

Dimanche 7 juin.

Activisme des groupes armés à Djugu en pleine épidémie d'Ebola. Malgré les efforts de lutte contre l'épidémie d'Ebola, les groupes armés continuent de semer la violence dans plusieurs localités de l'Ituri. Jeudi, à Tchelo, dans le territoire de Djugu, un milicien Codeco a ouvert le feu sur des personnes réunies pour des funérailles. Selon des sources locales, trois personnes ont été tuées sur place et plusieurs autres blessées. Le présumé auteur de la fusillade a ensuite été abattu par ses propres compagnons. Quelques jours plus tôt, des combattants de la Convention pour la révolution populaire (CRP) ont attaqué une position des Fardc à Iga-Barrière, à une vingtaine de kilomètres de Bunia. Deux militaires ont été blessés au cours des affrontements. Face à la persistance de l'insécurité, plusieurs acteurs locaux appellent les responsables de la Codeco à respecter les engagements pris lors du dialogue d'Aru II. Ils demandent également à la CRP de respecter le cessez-le-feu décrété par son leader, Thomas Lubanga, afin de favoriser le retour durable de la paix dans la province.

L'évêque de Butembo-Beni dénonce la « légèreté » des autorités face à l'insécurité à Beni, alors qu'une cinquantaine de civils ont été tués entre le 30 mai et le 6 juin. Mgr Sikuli Paluku Melchisédech revient sur les violences récurrentes qui frappent son diocèse, notamment les attaques attribuées aux rebelles des ADF. Il évoque en particulier le massacre de civils survenu à Mbau, ainsi que d'autres violences enregistrées dans les localités de Biakato et Makumo. L'évêque s'inquiète également de la montée du banditisme urbain dans les villes de Butembo et de Beni, où l'insécurité prend des formes de plus en plus diverses. Dans son message, le prélat catholique critique l'orientation actuelle des priorités politiques au niveau national. Alors qu'une partie du territoire reste sous occupation et que les populations du Nord-Kivu et de l'Ituri continuent de subir des massacres, il estime que l'attention des dirigeants semble davantage focalisée sur le projet de changement de la Constitution. Une situation qu'il juge en décalage avec les attentes réelles des populations affectées par l'insécurité.

L'agence onusienne du PNUD cartographie les régions les plus touchées par la pauvreté. Selon le PNUD, la pauvreté touche aujourd'hui près de 68 % de la population congolaise. Mais derrière cette moyenne nationale se cachent de fortes disparités territoriales. Pour le PNUD, une politique uniforme à l'échelle du pays ne permettrait pas de réduire efficacement



la pauvreté. Le PNUD recommande de concentrer davantage les investissements et les programmes sociaux dans les provinces où la pauvreté est à la fois très élevée et où vivent un grand nombre de personnes pauvres. Le rapport identifie particulièrement le Kwilu, le Haut-Uélé, le Tanganyika et le Kasai-Central comme des provinces prioritaires. Une stratégie ciblée qui pourrait produire les effets les plus importants sur la réduction de la pauvreté à l'échelle nationale. (RFI)

L'ECC estime qu'une initiative de réforme constitutionnelle dans le contexte actuel doit impérativement répondre à l'exigence d'un cadre national inclusif et apaisé, conformément aux dispositions des articles 5, 218, 219 et 220 de la Constitution. L'Eglise du Christ au Congo (ECC) a appelé les partis politiques à recourir au dialogue démocratique national et inclusif, qu'elle considère comme la voie idoine, en référence aux résolutions 2773 et 2808 du Conseil de sécurité des Nations Unies, aux résolutions de l'Union africaine et de l'Union européenne, ainsi qu'aux accords de Washington et de Doha. « Ne construisons pas des murs, mais jetons des ponts », a déclaré le porte-parole de l'institution. « Ensemble, par un esprit de dépassement de soi et de dialogue constructif, nous pouvons trouver des solutions consensuelles et durables pour le bien de notre peuple », a-t-il conclu. (Actualité.CD)

Le Groupe Lotus lance un projet d'assistance des victimes des conflits communautaires dans la Tshopo. Au total, cinq grandes activités seront déployées sur le terrain pour répondre à l'urgence humanitaire et juridique, déclare la directrice exécutive du Groupe Lotus, une ONG de défense des droits de l'homme basée à Kisangani: "La campagne de sensibilisation sur les droits et devoirs, soutenir la prise en charge des survivants et des victimes de violences sexuelles basées sur le genre, à travers aussi les ateliers de renforcement de capacités des organisations de femmes, des organisations des victimes et de la société civile". La directrice exécutive du Groupe Lotus, déplore une recrudescence des violations des droits de l'homme, des violences sexuelles, ainsi que de graves restrictions des droits et libertés des citoyens. Elle espère que ce nouveau programme va amorcer un début de réparation et de justice pour ces nombreuses victimes oubliées.

Lundi 8 juin.

L'Union européenne se mobilise contre Ebola en Ituri. « Nous pouvons mettre fin à cette épidémie d'Ebola, la 17^{ème} si nous agissons ensemble ». C'est ce qu'a déclaré, le 7 juin à Bunia, la Commissaire européenne à l'Égalité, Hadja Lahbib, au cours d'une mission de quelques heures au chef-lieu de l'Ituri, épicentre de cette maladie hémorragique. La diplomate européenne a réaffirmé l'engagement de son organisation, aux côtés du Gouvernement de la RDC et de ses partenaires, pour combattre cette épidémie. Selon elle, l'Europe prend très au sérieux cette urgence sanitaire, raison de sa forte mobilisation.

La sécurité des aliments : entre contrôles rigoureux et précarité dans les marchés à Kinshasa. L'approche de la sécurité sanitaire varie selon les lieux d'approvisionnement de la capitale. Tandis que les supermarchés appliquent des mécanismes de contrôle notamment pour retirer les produits périmés, les marchés populaires font face à des conditions d'hygiène jugées insuffisantes par les vendeurs et les consommateurs. Au-delà de la fraîcheur des produits, l'état général des lieux de vente influence le comportement des acheteurs. Au marché de Selembao, l'insalubrité récurrente pèse sur le chiffre d'affaires des commerçants. Face aux risques d'intoxication alimentaire, les experts sanitaires rappellent que la vigilance lors de l'achat et le respect strict des règles d'hygiène demeurent les principaux moyens de prévention.

Calme précaire à Lubutu après des affrontements meurtriers entre Fardc et Wazalendo, du général autoproclamé Alfani Bukuyu. Les éléments Wazalendo ont mené une incursion armée dans la commune de Lubutu, avec pour objectif principal de piller le dépôt d'armements de l'armée. S'en est suivi un affrontement causant la mort de deux Wazalendo et d'un militaire. Face à la résistance des Fardc, les assaillants ont échoué dans leur tentative. Dans leur fuite, ils ont ouvert le feu à l'aveugle sur des civils, tuant sur le coup deux personnes. Une troisième a succombé ce lundi à ses blessures. Plusieurs autres sont blessées. Cette fusillade a semé la panique dans cette localité. Face au drame humanitaire qui se joue dans les forêts environnantes, où des centaines de familles se sont réfugiées sans assistance et exposées aux intempéries, les voix s'élèvent pour réclamer une action politique urgente. La société civile et les notables locaux multiplient les appels auprès du gouvernement central afin qu'il s'implique de manière définitive dans la résolution de la problématique des groupes armés dits « Wazalendo » dans cette partie de la province du Maniema.

Assassinat des experts de l'ONU au Kasai : 54 personnes condamnées à mort, près de neuf ans après les faits. Selon les informations recueillies, plusieurs responsables de la milice Kamwina Nsapu figurent parmi les personnes condamnées, aux côtés d'exécutants présumés et du colonel Jean de Dieu Mambuani, officier des Fardc. L'assassinat de Michael Sharp et Zaida Catalan, survenu en mars 2017, avait suscité une vive émotion au sein de la communauté internationale. Les deux



experts participaient à une mission d'enquête des Nations unies sur les violations des droits humains commises dans la région du Kasai, alors en proie à de violents affrontements entre les forces de sécurité et les miliciens Kamwina Nsapu.

Tanganyika : le HCR facilite le retour de plus de 500 réfugiés congolais depuis la Zambie, constituant 184 ménage. Le HCR précise que l'opération se poursuit et que d'autres retours sont attendus dans les prochaines semaines. « Tous arrivent par Pweto. Ils sont accueillis et logés au centre de transit en attendant de recevoir leur kit d'assistance ainsi que leur paquet retour. Une fois cette assistance reçue, ils sont raccompagnés dans leurs zones d'origine ». La majorité des personnes concernées par ce programme de retour volontaire avaient fui les exactions attribuées aux miliciens Bakata Katanga dans plusieurs localités de l'ancien Grand Katanga à partir de 2017. Ce rapatriement vise à permettre à ces familles de regagner leurs communautés d'origine dans des conditions encadrées et sécurisées.

Des jeunes sans emploi à Mbuji-Mayi misent sur le lavage de voitures dans la rue pour gagner leur vie. « Au lieu de voler, j'ai choisi de travailler », Adolphe Kabuetela dit avoir trouvé dans cette activité un moyen de financer ses études et de subvenir à ses besoins. Comme lui, de nombreux jeunes voient dans le lavage automobile une opportunité d'entreprendre sans attendre un emploi formel devenu rare. La multiplication des points de lavage fait également le bonheur des propriétaires de véhicules et des motocyclistes. Autrefois limitée à quelques stations bien identifiées, l'offre s'est considérablement développée, entraînant une concurrence qui rend les prix plus abordables.

Mardi 9 juin.

Ebola en RDC : 515 cas confirmés et 91 décès, l'Ituri demeure l'épicentre de l'épidémie (INSP). Les autorités sanitaires indiquent également que 283 patients sont actuellement hospitalisés ou placés en isolement, tandis que 12 personnes ont été déclarées guéries depuis le début de l'épidémie. Selon les données officielles, la maladie affecte désormais 25 zones de santé sur les 104 que compte la RDC, notamment dans les provinces de l'Ituri, du Nord et du Sud-Kivu. L'INSP rapporte que l'Ituri demeure de loin la province la plus affectée par l'épidémie. Sur les 36 zones de santé que compte la province, 17 enregistrent des cas de la maladie. Il s'agit notamment d'Aru, Aungba, Bambu, Bunia, Damas, Gety, Kilo, Komanda, Lita, Logo, Mambasa, Mangala, Mongbwalu, Nizi, Nyankunde, Rimba et Rwampara. Les provinces voisines du Nord-Kivu et du Sud-Kivu enregistrent également des cas et des décès liés à Ebola. Cette évolution de l'épidémie intervient dans un contexte marqué par plusieurs difficultés pour les équipes de riposte. Les autorités sanitaires évoquent notamment l'insécurité persistante dans certaines zones de l'Ituri, les contraintes logistiques qui compliquent l'accès aux communautés affectées ainsi que la nécessité de renforcer les actions de sensibilisation. **Bunia : les autorités suspendent à nouveau les vols commerciaux face à Ebola**, cinq jours après la reprise des vols commerciaux précédemment interrompus en raison de l'épidémie d'Ebola.

Aucune date n'a été communiquée concernant la reprise des vols commerciaux. D'après des sources aéroportuaires à Bunia, cette décision résulte d'instructions de la hiérarchie en fonction de l'évolution de la situation sanitaire dans la province. Seuls les vols humanitaires ainsi que les vols liés aux opérations de riposte contre Ebola demeurent autorisés à l'aéroport de Bunia.

Alerte aux risques de propagation d'Ebola dans les sites des déplacés en Ituri. Les comités de déplacés de l'Ituri appellent les autorités congolaises à renforcer les mesures de prévention contre l'épidémie d'Ebola dans les sites des déplacés de cette province. Selon des sources médicales, plusieurs nouveaux déplacés venus des zones touchées par l'épidémie continuent de rejoindre certains sites des déplacés, notamment celui de Djaiba, à Fataki. Les acteurs sanitaires renseignent également que les mesures de prévention contre Ebola restent insuffisantes dans la plupart des sites des personnes déplacées, aussi bien à Bunia qu'à l'intérieur de la province. Avec près de trente mille personnes déplacées, ces sites ne disposent que d'une petite poignée de dispositifs de lavage de mains, très souvent insuffisants pour les sites. L'accès à l'eau potable y demeure également un défi pour de nombreuses familles déplacées. Le même constat est fait dans plusieurs autres sites situés à la périphérie de Bunia, notamment à Mbala, Tséré et dans de nombreux sites du territoire de Djugu.

A Mambasa, l'effondrement du pont Ituri 2 paralyse le trafic sur la RN44. Cet ouvrage stratégique, qui relie les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, a cédé sous le poids d'un camion transportant des marchandises. Cet incident majeur perturbe gravement les opérations militaires contre les rebelles des ADF. Sur le plan économique, l'effondrement du pont perturbe l'acheminement des produits en provenance du Nord-Kivu vers de nombreuses agglomérations de l'Ituri, de la Tshopo et du Haut-Uele. Ces entités dépendent largement de cet axe pour leur approvisionnement en marchandises. Réhabilité il y a seulement deux ans par l'Office des routes sur financement du gouvernement, le pont Ituri 2 était l'objet



d'alertes répétées concernant le non-respect du tonnage autorisé. L'effondrement de cet ouvrage résulte de la léthargie des services compétents.

Affaire Kamuina Nsapu : la SCED exige des poursuites contre « les vrais commanditaires ». Dans une déclaration publiée mardi 9 juin, la société congolaise pour l'Etat de droit (SCED) estime que seuls les exécutants de cette affaire ont été jugés tandis que les véritables commanditaires n'ont pas été identifiés par la justice. Pour l'organisation, les condamnés ne sont pas les véritables responsables de l'assassinat de deux experts de l'ONU, Zaïda Catalan et Michael Sharpe. Ces derniers avaient été tués en mars 2017 alors qu'ils enquêtaient sur les violences du conflit Kamuina Nsapu. « De grandes personnalités impliquées dans cette affaire devraient répondre de leurs responsabilités. Les investigations doivent se poursuivre au niveau du ministère de la Justice ».

« Le lac a détruit nos maisons et nos vies »: dans l'est de la RDC, Kalemie face à la montée du Tanganyika. Depuis quatre ans, la ville de Kalemie à l'est de la RDC subit de plein fouet les conséquences des inondations dues notamment à la montée du niveau des eaux du Tanganyika. En deux ans, la ville a enregistré plus de 22 000 sinistrés et plus de 11 000 maisons et autres infrastructures détruites, selon les chiffres officiels. Les habitants qui résident encore sur le littoral vivent dans l'incertitude permanente de voir le lac engloutir leurs maisons. Au quartier Dav à Kalemie, dans l'est de la RDC, des avenues entières ont disparu laissant place au lac Tanganyika. À certains endroits, les ruines des maisons inondées et détruites sont encore visibles. Dans la ville de Kalemie, les inondations ont détruit plusieurs infrastructures, dont des écoles, des églises, des maisons de commerce, des routes, la voie ferrée et même le port public est menacé. **(RFI)**

RDC : les Églises divisées sur la réforme constitutionnelle. Les Églises du réveil adhèrent à la vision défendue par les autorités, qui estiment que la Constitution en vigueur depuis 2006 ne répond plus aux réalités institutionnelles du pays. Pour le président des Églises du réveil au Congo, cette réforme pourrait contribuer à améliorer la gouvernance et le développement du pays. L'opposition est vent debout contre la réforme. "La Constitution n'est pas une chemise que l'on change à volonté" : c'est en ces termes que l'opposant Moïse Katumbi a réagi au projet de réforme constitutionnelle. Selon lui, le pouvoir est en train de franchir une ligne rouge. De son côté, la Conférence épiscopale nationale du Congo n'a pas encore pris position officiellement. Toutefois, le Conseil de l'apostolat des laïcs catholiques du Congo (CALCC) rappelle l'attachement de l'Église catholique à la Constitution actuelle, considérée comme le fondement de la jeune démocratie congolaise. Selon le président du CALCC, la position officielle de l'Église catholique devrait être connue avant la fin du mois. **(Deutsche Welle)**

Mercredi 10 juin.

Walikale : 122 enfants retirés des groupes armés, dont 36 filles. La plupart de ces enfants ont été séparés des groupes armés Uhuru, Raiya Mutomboki et Raiya Kujigombo, opérant dans les groupements de Waloa-Loanda, Yungu et Uroba, au sud-est du secteur des Wanianga. Selon un rapport de la Monusco, les chefs de ces groupes avaient récemment signé des actes d'engagement ainsi que des feuilles de route visant à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants. Pour le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS), la sortie de ces enfants constitue une avancée importante dans la lutte contre les violations graves des droits de l'enfant. À la fin de la semaine dernière, 110 des 122 enfants avaient déjà été réunifiés avec leurs familles. Les démarches se poursuivent pour permettre la réunification d'une dizaine d'autres, avec l'appui des partenaires de l'Unicef impliqués dans cette opération.

L'Assemblée nationale adopte la proposition de loi sur le referendum. Le texte a été approuvé par 348 députés sur 351 votants, en l'absence des élus de l'opposition. Le texte encadre la convocation du référendum par le Président de la République, son organisation par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), ainsi que les règles de campagne, de dépouillement et de contentieux. Il prévoit également la possibilité de mettre en place une Assemblée constituante élargie, en cas de projet de nouvelle Constitution. Outre les sénateurs et députés nationaux, cette instance pourrait inclure les députés provinciaux, les gouverneurs de province et les conseillers municipaux. Après son adoption par la Chambre basse, la proposition de loi est transmise au Sénat pour une seconde lecture. En cas d'adoption dans les mêmes termes, elle pourra être soumise au Président de la République pour sa promulgation.

Human Rights Watch dénonce des recrutements forcés et des abus dans des camps contrôlés au M23. Selon Human Rights Watch, le M23 mène des campagnes de recrutement forcé depuis 2024, intensifiées après la prise de vastes territoires et de grandes villes de l'est de la RDC en 2025. L'organisation affirme que des milliers de personnes — soldats congolais, miliciens Wazalendo, policiers et civils — ont été recrutées, parfois volontairement, mais souvent de force. Parmi elles



figurent également des enfants âgés d'à peine 12 ans. Les combattants du M23 auraient notamment organisé des embuscades, installé des points de contrôle, et procédé à des arrestations dans des hôpitaux, églises et écoles. Certains habitants auraient aussi été convoqués sous de prétextes ou sous la menace, avant d'être transportés vers les camps. Dans les camps de Rumangabo et de Tshanzu, les détenus auraient été soumis à des conditions de vie extrêmement difficiles. Human Rights Watch rapporte que des personnes ont été battues et privées de nourriture, d'eau et de soins médicaux adéquats. Des anciens détenus ont décrit des exécutions sommaires et des violences contre ceux qui tentaient de s'évader ou qui ne respectaient pas les règles imposées. Le rapport précise également que des enfants détenus à Tshanzu ont été soumis à l'entraînement militaire et au travail forcé, certains étant utilisés comme gardes et contraints de frapper d'autres détenus. Human Rights Watch souligne que « des centaines de personnes, et peut-être plus » seraient mortes dans ces camps en 2025, en raison des conditions de détention, des violences et des exécutions. Human Rights Watch appelle les partenaires internationaux, notamment les Nations Unies, l'Union africaine, l'Union européenne et les États-Unis, à aborder publiquement ces abus et à revoir leur coopération militaire avec le Rwanda.

L'OMS accélère les diagnostics d'Ebola en RDC et enregistre les premiers survivants. La branche africaine de l'OMS a fortement augmenté le rythme des analyses. Les laboratoires traitent désormais près de 800 tests par jour, contre environ 40 au début de l'épidémie. Les résultats sont disponibles en 24 ou 48 heures. Auparavant, l'attente durait plusieurs jours, fait savoir l'OMS. L'incertitude des premières semaines compliquait le suivi des malades. Désormais, les autorités sanitaires confirment ou excluent rapidement les cas suspectés. Elles orientent immédiatement les patients vers les soins appropriés. Cette accélération permet d'interrompre plus vite les chaînes de transmission.

Les Fardc reprennent Mikenge, Kakenge et Kalingi après 48 h de combats au Sud-Kivu. Les Fardc indiquent que la reconquête de ces positions est intervenue après une contre-offensive d'environ 48 h menée avec l'appui des combattants Wazalendo. L'attaque du lundi 8 juin aurait été facilitée par l'usage de drones attribués à l'AFC/M23, ainsi que par l'intervention de groupes armés alliés, notamment Red Tabara et Twirwano. L'armée est « déterminée à protéger l'intégrité territoriale ».

Jeudi 11 juin.

Le réseau routier national passe de 3 000 à près de 8 000 kilomètres en sept ans. Selon le ministre des Infrastructures et Travaux publics, la maîtrise de ces voies de communication touche directement à la souveraineté économique de la RDC, à l'intégration de ses différentes provinces ainsi qu'au développement global du territoire. Selon lui, bien que l'extension du réseau soit visible, le modèle de financement soulève des interrogations. Une part importante des chantiers actuels, en particulier les travaux sur la RN1, dépend des financements extérieurs. Ces infrastructures sont financées par des partenaires internationaux comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD). Le gouvernement s'appuie également sur des accords bilatéraux, à l'image des contrats sino-congolais récemment révisés.

Enjeux de la loi sur le référendum : modernisation juridique pour la majorité, dérive constitutionnelle pour l'opposition. L'Assemblée nationale a adopté, le mardi 09 juin 2016, la proposition de loi portant organisation du référendum en RDC. Ce texte, voté en l'absence des députés de l'opposition, a été transmis au Sénat pour une seconde lecture. La loi distingue désormais quatre types de référendum : la révision constitutionnelle, le transfert de la capitale, les questions relatives aux frontières et à l'étendue du territoire, ainsi que les matières non prévues par la Constitution. Ce sont précisément les dispositions touchant aux questions constitutionnelles qui cristallisent les tensions entre la majorité et l'opposition. Le texte stipule qu'en cas de dysfonctionnement majeur des institutions, le président de la République dispose du pouvoir de mettre en place une commission pour identifier les dispositions constitutionnelles jugées inadéquates. Les avis restent profondément partagés au sein de la classe politique congolaise : Pour la majorité parlementaire : Ce texte ne fait qu'encadrer juridiquement un mécanisme déjà prévu par la Constitution et permet de renforcer la démocratie directe en redonnant la parole au peuple. Pour l'opposition : Les députés de l'opposition, qui ont boycotté le vote, estiment que cette loi accorde des prérogatives excessives au chef de l'État. Ils y voient une manœuvre politique destinée à baliser la voie vers un changement de Constitution.

La RDC et la Belgique s'accordent sur une feuille de route pour la restitution des archives géologiques. Pour le gouvernement congolais, ces archives sont un patrimoine scientifique hautement stratégique. L'accès à ces données de haute qualité permettra aux géoscientifiques nationaux de : améliorer la connaissance précise du potentiel minier national ; renforcer les capacités locales en matière d'exploration ; mieux orienter les investissements vers de nouveaux gisements. En se dotant d'un secteur minier mieux documenté, le pays espère accroître sa compétitivité et devenir plus attractif pour les



investisseurs internationaux. Les discussions de Bruxelles ont également associé les représentants de l'Union européenne, impliqués dans le financement et l'accompagnement technique du projet de numérisation. Les différentes parties prenantes sont convenues de mettre en place un groupe de travail bilatérale. Ce comité sera chargé de concevoir la feuille de route commune et d'assurer le suivi de la numérisation et du transfert de ces précieuses données vers Kinshasa.

Relance des discussions pour le rapatriement volontaire de plus de 200 000 réfugiés entre la RDC et la RCA. Après plusieurs années de suspension, le processus de rapatriement volontaire des réfugiés entre la RDC et la République centrafricaine est en passe d'être relancé. Le bilan de la situation humanitaire actuelle fait état de : Plus de 200 000 réfugiés centrafricains enregistrés de manière biométrique en RDC. Environ 65 000 nouveaux demandeurs d'asile centrafricains, arrivés en mai 2025 dans la localité de Zapai, province du Bas-Uele, en RDC. Plusieurs milliers de réfugiés congolais qui ont également trouvé refuge en République centrafricaine et qui espèrent regagner la RDC. Le HCR, par la voix de son représentant en RDC, a salué la solidarité et l'hospitalité mutuelle des deux pays. L'agence onusienne réaffirme son engagement total à accompagner techniquement et financièrement ce retour à la normalité. Les résolutions attendues à l'issue de ces 3 jours de travaux devront fixer les modalités logistiques, administratives et sécuritaires pour garantir un rapatriement digne et sécurisé aux populations concernées des deux côtés de la frontière.

RDC : 1 654 905 de candidats débutent le TENASOSP, dont 48% de filles, sur toute l'étendue de la RDC. Ces épreuves se déroulent également dans les centres hors frontières de Cabinda et de Luanda, en Angola. Ce test de deux jours consacre la fin du cycle de l'éducation de base (la 8e année, anciennement appelée 2e C.O.). Il joue un rôle déterminant dans le système éducatif congolais en orientant les élèves vers les différentes filières des humanités, qu'elles soient générales, techniques ou professionnelles. La ministre d'État a insisté sur la portée de cette évaluation nationale : « L'orientation scolaire et professionnelle ne doit ainsi pas être considérée comme une formalité administrative. Elle engage l'avenir de l'élève, celui de sa famille et au-delà celui de la nation. Elle doit aider chaque enfant à mieux se connaître, à faire un choix éclairé et avancer dans une voie où il pourra progresser, réussir et contribuer utilement au développement du pays ».

Le BCNUDH documente une hausse de 13 % des violations des droits humains en mars 2026 en RDC. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a documenté 524 violations et atteintes aux droits humains en RDC au cours du mois de mars 2026. Le BCNUDH attribue cette détérioration de la situation à l'intensification des combats dans l'Est du pays ainsi qu'à la persistance des violations commises dans d'autres zones sous contrôle étatique. D'après le rapport, près de 83 % des violations recensées ont été enregistrées dans les provinces affectées par les conflits armés. Le Nord-Kivu arrive en tête avec 287 cas documentés, suivi du Sud-Kivu (98), de l'Ituri (60) et du Maniema (6). Au cours du mois de mars, le BCNUDH a également documenté 46 cas de violences sexuelles liées aux conflits ayant affecté 70 personnes, dont 53 femmes et 17 filles. Le Nord-Kivu concentre à lui seul 43 % des victimes enregistrées, devant l'Ituri (24 %), le Sud-Kivu (23 %) et le Maniema (10 %). Selon le BCNUDH, les groupes armés demeurent les principaux auteurs de ces violences, étant responsables de 63 % des victimes documentées. Les acteurs étatiques sont quant à eux mis en cause dans 37 % des cas.

EBOLA : le PAM distribue des vivres aux familles des malades et soutient les équipes de riposte à Beni. Cette assistance intervient dans un contexte marqué par la résurgence de l'épidémie dans la province, où plus de 600 cas suspects ont déjà été enregistrés, avec plusieurs décès signalés. En plus de cette aide destinée aux ménages, l'agence onusienne fournit des repas chauds et nutritifs aux patients hospitalisés ainsi qu'au personnel soignant engagé dans la riposte. Les rations distribuées sont prévues pour couvrir les besoins alimentaires d'un mois. Elles comprennent notamment de la farine de maïs, du riz, des haricots, de l'huile végétale et du sel de table. Selon les autorités sanitaires, cette assistance vise à soutenir les familles affectées par la maladie tout en limitant leurs déplacements, un facteur important dans la prévention de la propagation du virus. Outre les rations sèches remises aux familles, le PAM prépare et distribue quotidiennement des repas chauds aux malades internés ainsi qu'au personnel médical mobilisé dans la prise en charge des patients.

Vendredi 12 juin.

Dans le camp de Tsere, en Ituri, se protéger d'Ebola reste un défi quotidien. Alors que plus de 8000 personnes y sont accueillies, celui-ci ne compte par exemple qu'un seul point d'eau. Face à cette situation, Ralessi, qui vit au camp avec six personnes dont des enfants en bas âge, est contrainte d'en sortir trois fois par jour pour acheter des bidons afin de pouvoir continuer à avoir une hygiène de base. « Les conditions d'hygiène ne sont pas bonnes ici, confie-t-elle. Nous manquons d'installations sanitaires, il n'y a pas de douche, pas assez de toilettes ». Alors que des humanitaires de l'ONG Solidarités



international qui travaillent sur place installent une station de lavage de mains sous le regard timide de quelques enfants, d'autres s'activent à quelques mètres de l'entrée du site pour installer un impluvium. « Il s'agit d'un dispositif qui va permettre de collecter les eaux de pluies et de les stocker afin de pouvoir s'en servir pour les décontaminations ou l'hygiène de surface », décrypte le responsable du programme eau hygiène et assainissement pour l'ONG. Si elle est saluée par les autorités médicales locales, ce genre d'initiative reste rare. Sur les 19 aires de santé que compte Rwampara, seules quatre reçoivent, à ce jour, un appui des ONG. (RFI)

Des multinationales liées au coltan de contrebande de Rubaya sous l'AFC-M23 (Global Witness). L'ONG affirme qu'au moins cinq des sept principaux exportateurs rwandais de coltan se seraient approvisionnés en minerai provenant de zones de conflit, avant de le revendre à des fonderies situées notamment en Chine et au Kazakhstan. Le coltan y est transformé en tantale, un métal utilisé dans la fabrication de nombreux équipements électroniques tels que les smartphones, les ordinateurs, les consoles de jeux ou encore certains composants automobiles, note le rapport. Global Witness estime que plusieurs multinationales pourraient être indirectement liées à cette chaîne d'approvisionnement, malgré l'existence de mécanismes de contrôle destinés à garantir l'origine responsable des minerais. Parmi les entreprises citées figurent Sony, Microsoft, Amazon, LG, Nvidia, Ericsson, Toyota et Vodafone. L'ONG précise toutefois que la traçabilité du minerai devient difficile à établir une fois celui-ci intégré aux circuits internationaux de transformation et d'approvisionnement. Le rapport pointe également le système de traçabilité ITSCI, conçu pour assurer le suivi des minerais provenant des zones à risque. Selon Global Witness, ce dispositif aurait permis l'intégration de coltan de contrebande dans les chaînes d'approvisionnement légales en lui attribuant une origine rwandaise. Sur une période d'un an, au moins 1 400 tonnes auraient ainsi franchi la frontière, selon le rapport.

L'effondrement du pont Ituri 2 à Mambasa paralyse les échanges et inquiète face à la menace des ADF. D'après la société civile, les habitants des deux chefferies éprouvent désormais de grandes difficultés à acheminer leurs produits champêtres vers les centres de consommation. L'interruption du trafic empêche également le passage des marchandises et risque d'affecter l'approvisionnement des marchés locaux dans les prochains jours. Au-delà des conséquences économiques, l'effondrement du pont soulève également des préoccupations sécuritaires dans cette partie du territoire de Mambasa, régulièrement confrontée aux incursions des rebelles des Forces démocratiques alliées.

La RDC tire le bilan de l'accord migratoire conclu avec Washington. Sur les quinze migrants expulsés des États-Unis et arrivés à Kinshasa le 17 avril, un seul se trouve en effet encore sur le territoire congolais : un Colombien dont le départ n'est pas encore programmé, mais dont les démarches sont engagées. Depuis leur arrivée en pleine nuit à l'aéroport de Ndjili, ces migrants étaient hébergés au Venus Village, un complexe hôtelier à la périphérie de Kinshasa, pris en charge par l'Organisation internationale des migrations (OIM). À leur arrivée, un visa d'une semaine leur avait été accordé, avec un choix à faire : déposer une demande d'asile en RDC ou opter pour un retour volontaire dans leur pays d'origine. Ils sont arrivés libres et repartis libres, insiste le ministre. Deux ont été récupérés par leur famille. Les douze autres sont repartis dans le processus géré par les Américains. Sur la contrepartie financière, le ministre est catégorique : il n'y en a pas. Kinshasa a agi dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Washington, dit-il, et pourrait un jour solliciter de l'aide en retour. Quant à la suite, rien n'est arrêté : de nouvelles arrivées dépendraient d'une sollicitation américaine et d'une évaluation côté congolais. (RFI)

Des tirs aux abords du Palais du Peuple pour disperser un rassemblement de l'opposition, Fayulu et plusieurs militants blessés. La situation est tendue sur le boulevard Triomphal où des militants de l'opposition ont été dispersés par des tirs de la police alors que la foule initialement stationnée près du siège de l'Ecdé se dirigeait vers le Palais du Peuple pour le sit-in convoqué par la coalition C64 pour protester contre le changement de constitution. Plusieurs militants ont été blessés et transportés dans des jeeps de la police. Martin Fayulu, leader de l'opposition, est également blessé. Des tirs ont pu bloquer la progression des militants qui se sont retranchés au siège de l'Ecdé avec d'autres leaders notamment Delly Sesanga et Jean Marc Kabund. (Actualité.CD). **Fayulu, Sesanga, Kabund et Ados Ndombasi blessés lors d'une manifestation contre le changement de la Constitution,** le 12 juin à Kinshasa. Les organisateurs, qui livrent cette information, rapportent également plusieurs blessés parmi les manifestants. Ils évoquent aussi des morts. Ce bilan n'a toutefois pas pu être confirmé ni par des sources indépendantes ni par les autorités de la ville au moment de la publication de cet article. La manifestation, prévue sous la forme d'un sit-in devant le Palais du Peuple, siège du Parlement, avait été interdite la veille par les autorités de la ville de Kinshasa. Selon le porte-parole de la coalition « C64 », plus de 20 000 sympathisants s'étaient mobilisés pour participer à cette action de protestation. Il affirme que les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser les manifestants. Pour maîtriser la foule, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et procédé à



plusieurs tirs de sommation, provoquant des mouvements de panique et d'importantes perturbations de la circulation dans le secteur.

MSF déplore au moins 6 braquages contre ses convois humanitaires à Rutshuru, entre janvier et juin 2026. Face à cette recrudescence des attaques armées dans le territoire de Rutshuru, l'organisation humanitaire avertit qu'elle pourrait réduire ou suspendre ses activités si la sécurité ne s'améliore pas. L'organisation médicale précise que ses véhicules ont subi des attaques répétées sur les axes Kiwanja–Kanyabayonga, notamment à Busendo, ainsi que sur les tronçons Rwindi–Kibirizi et Kibingu–Kibirizi. Ces braquages s'ajoutent aux cas enregistrés entre novembre et décembre 2025 sur les axes reliant Kiwanja, Kanyabayonga, Rwindi et Vitshumbi. Au cours de ces précédents incidents, les équipes humanitaires avaient subi de graves violences, y compris des actes de torture, ainsi que des pillages de matériel médical. Cette insécurité persistante menace directement l'accès aux soins de santé pour des milliers de bénéficiaires dans la chefferie de Bwito.

Accalmie observée depuis quatre mois dans le sud d'Irumu selon l'armée. Cette accalmie est le résultat des opérations militaires menées par les Fardc avec l'appui des casques bleus de la Monusco contre les groupes armés actifs dans la région, notamment les rebelles des ADF. La circulation a notamment repris sur plusieurs axes, dont la route menant à Kainama, dans la province voisine du Nord-Kivu. Les agriculteurs accèdent également plus facilement à leurs champs. L'amélioration de la situation est également signalée sur l'axe routier Bunia-Kasenyi, long d'environ 55 km.

Samedi 13 juin.

L'UDPS rejette les accusations de l'opposition impliquant la Force du progrès dans les violences lors du sit-in de la "C64". S'exprimant après les incidents survenus aux abords du Palais du Peuple, le secrétaire général du parti présidentiel, a mis en doute la version des faits présentée par les organisateurs de la manifestation et a également rejeté les accusations impliquant la « Force du progrès », groupe souvent présenté comme proche du parti présidentiel. Selon lui, les violences dénoncées par l'opposition auraient été attribuées à tort à ce mouvement. **Des bilans contestés.** Le dirigeant de l'UDPS affirme qu'aucun élément ne permet, à ce stade, de confirmer les bilans avancés par certains responsables de l'opposition et accuse également certains acteurs d'avoir diffusé de fausses images sur les réseaux sociaux pour illustrer des violences présumées.

Activisme des ADF dans l'Est de la RDC : la Monusco et les Fardc renforcent la protection des civils. Cette stratégie se traduit notamment par la multiplication de patrouilles conjointes, menées aussi bien de jour que de nuit, dans les zones identifiées comme étant sous menace des groupes armés. L'objectif est double : prévenir les incursions des ADF et rassurer les communautés locales, souvent confrontées à des attaques meurtrières, enlèvements et déplacements forcés. Les 5 et 6 juin 2026, les unités de la Brigade d'intervention de la Monusco, en coordination avec les Fardc, ont mené des patrouilles robustes dans plusieurs axes stratégiques. Les localités concernées incluent notamment Mavivi, Mbau, Matiba, Oicha, ainsi que les secteurs de Mamove, Hululu, Eringeti, Luna et Ndalya. Au-delà des patrouilles militaires, la Monusco poursuit également des actions ciblées visant à sécuriser les activités quotidiennes des populations. Ainsi, le 7 juin 2026, les Casques bleus basés à Komanda ont assuré la sécurité d'un office religieux à l'église catholique de Bashili. Cette intervention a permis aux fidèles de pratiquer leur culte dans un environnement apaisé, malgré le contexte sécuritaire tendu. Dans la province de l'Ituri, les efforts conjoints se poursuivent également. Le 8 juin, une patrouille conjointe Monusco-Fardc a été menée dans la localité de Burokpa, en territoire de Djugu. Comme dans le Nord-Kivu, cette initiative vise à : sécuriser les villages exposés, prévenir d'éventuelles attaques, et rassurer les populations locales qui vivent sous la menace constante des groupes armés.

Insécurité dans l'Est : 6 019 élèves ratent l'ENAFEP au Nord-Kivu. D'après les autorités éducatives, sur un total de 46 769 candidats inscrits, dont 22 648 filles, 6 019 élèves, parmi lesquels 1 832 filles, ne se sont pas présentés aux examens. Les responsables scolaires pointent du doigt la dégradation continue de la situation sécuritaire comme principal facteur explicatif. Les déplacements massifs de populations provoqués par les violences armées ont fortement perturbé le déroulement de l'année scolaire et empêché de nombreux élèves de se présenter aux épreuves. Le territoire de Rutshuru est particulièrement concerné.

Outre l'insécurité, les autorités évoquent également un autre facteur aggravant : les frais scolaires exigés dans certaines écoles publiques. Bien que l'enseignement primaire soit officiellement gratuit en RDC, des établissements continuent de demander des contributions pour assurer leur fonctionnement, ce qui constitue un obstacle supplémentaire pour les familles.



Réforme du secteur de la sécurité en RDC : l’UE appelle à une mobilisation accrue des ressources internes, plutôt que de dépendre exclusivement de l’aide extérieure. Les échanges ont permis de dégager un consensus : la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) constitue l’un des chantiers les plus urgents et les plus structurants pour l’avenir de la RDC. Face à des défis persistants tels que l’instabilité chronique dans l’Est du pays, l’activisme des groupes armés et les problèmes de gouvernance sécuritaire en milieu urbain, les participants ont souligné que la réforme ne peut se limiter au seul volet militaire. Elle implique une transformation en profondeur de l’ensemble du système sécuritaire, incluant la gouvernance, la justice et les mécanismes de redevabilité. Ainsi, la RSS est perçue comme un levier central pour la consolidation de l’État et le renforcement de son autorité sur l’ensemble du territoire. Le chargé d’affaires de l’Union européenne a insisté sur un point clé : la réussite de la réforme dépendra avant tout de l’engagement des autorités congolaises elles-mêmes. Il a notamment encouragé le gouvernement à augmenter la part des ressources nationales allouées au secteur de la défense et de la sécurité, et réduire la dépendance vis-à-vis de l’aide extérieure. Selon lui, cet effort est indispensable pour garantir la soutenabilité et l’appropriation nationale de la réforme à long terme.

Beni : le Parlement d’enfants s’inquiète de l’exploitation économique des enfants. Selon le président du Parlement des enfants dans la ville de Beni : « D’après les enquêtes que nous avons déjà menées, la plupart de ces enfants sont des déplacés, certains de ces enfants sont des orphelins, mais aussi des orphelins à la suite de la situation que nous traversons ici dans l’Est du pays avec la situation des massacres, les autres qui ont fui leurs milieux sous occupation du M23 et ces enfants se retrouvent ici, semblent être seuls ». S’il y a la sécurisation de toute la région, « on ne verra plus des enfants déambuler en vile avec des colis des marchandises à vendre sur leurs têtes ». Les parents doivent aussi prendre conscience qu’en envoyant leurs enfants dans la rue, ils les exposent au recrutement dans des groupes des forces armées, au kidnappings... ».

Sit-in de l’opposition à Kinshasa : le Gouvernement annonce des enquêtes, pour établir les circonstances exactes des faits et appelle les acteurs politiques à la retenue et à la responsabilité. Selon le Gouvernement, les informations communiquées par les autorités urbaines font état de blessés parmi les manifestants et les forces de l’ordre. D’importants dégâts matériels ont également été enregistrés, notamment l’incendie de plusieurs véhicules ainsi que la destruction des biens publics et privés. Le Gouvernement annonce par ailleurs avoir instruit les services compétents de mener les vérifications nécessaires afin de faire toute la lumière sur les incidents enregistrés. Enfin, il appelle les acteurs politiques et de la société civile à faire preuve de retenue et de responsabilité, tout en privilégiant les mécanismes légaux et institutionnels pour préserver la paix publique.

Dimanche 14 juin.

RDC : l’opposition fait le décompte de ses blessés après la dispersion par la police de son sit-in vendredi. D’après une source policière, une partie importante des personnes arrêtées a été libérée samedi soir. Resteraient toutefois détenus ceux considérés comme les plus impliqués dans l’organisation de la mobilisation. Le parti de Jean-Marc Kabund, l’Alliance pour le changement, affirme avoir recensé 189 blessés graves, trois cas de fracture et plusieurs arrestations. Ce parti accuse le pouvoir d’avoir employé une milice pour s’attaquer aux manifestants aux côtés des policiers. Dans les hôpitaux, la plupart des blessés légers ont quitté les lieux dès vendredi. Des cas graves demeurent cependant sous surveillance médicale. L’un des militants annoncés morts par l’opposition a finalement été retrouvé vivant, mais dans un état comateux, selon l’Ecide, le parti de Martin Fayulu. Le gouvernement affirme vouloir faire toute la lumière sur ces violences. (RFI)

Lubumbashi : après le départ de CHEMAF, des habitants exposés à une pollution jugée dangereuse (IRDH). D’après une enquête menée sur le terrain par l’Institut de recherche en droits humains (IRDH), trois grands bassins contenant des rejets acides issus des activités de l’entreprise minière Chemical of Africa (CHEMAF) se trouvent à moins de 10 mètres des habitations. Ces installations, aujourd’hui non sécurisées, sont accessibles aux habitants, y compris aux enfants du quartier, exposant la population à des risques sanitaires et environnementaux importants, déplore l’ONG. Les habitants affirment que l’eau des puits serait désormais impropre à la consommation. Plusieurs cas de maladies cutanées et de troubles respiratoires ont également été signalés dans la zone. Après plus de 20 ans d’activités, Chemaf a été rachetée en mars 2026 par la société Virtus Minerals, qui aurait accepté de reprendre l’ensemble du passif environnemental de l’ancienne entreprise.

Jean-Pierre Lihau s’explique à l’Assemblée nationale sur les agents fictifs et les doublons de matricules en RDC. Lors de son intervention, le ministre en charge de la Fonction publique a mis en avant les actions menées depuis son arrivée à la tête du ministère de la Fonction publique. Ces réformes visent selon lui, notamment à identifier et supprimer les agents



fictifs, tout en renforçant le contrôle des effectifs au sein de l'administration publique. Selon lui, plusieurs missions d'audit et de vérification ont permis de détecter des irrégularités dans la gestion des ressources humaines de l'État.

Kinshasa : relogés à Kinkole, les déplacés de Pakadjuma dénoncent des conditions de vie inhumaines. Installés sur un site provisoire aux abords de l'Hôpital général de référence de Kinkole, ils dénoncent des conditions de vie précaires marquées par la promiscuité, l'insalubrité et l'absence d'assistance. Plus de 60 personnes seraient déjà décédées depuis leur installation sur le site. Certaines personnes sont contraintes de dormir à la belle étoile, faute d'espace suffisant. Les installations sanitaires sont particulièrement pointées du doigt par les occupants du site. Les toilettes débordantes et mal entretenues dégagent des odeurs nauséabondes, faisant craindre des risques accrus de propagation des maladies. Les déplacés affirment faire face à de nombreux problèmes de santé dans un contexte marqué par le manque de nourriture et l'absence d'une prise en charge adéquate. Après quatre mois passés dans ce campement provisoire, les déplacés réclament une solution durable à leur situation. Ils demandent aux autorités de leur permettre de reconstruire leur vie dans des conditions décentes. Face à la détérioration des conditions de vie sur le site, plusieurs déplacés auraient déjà choisi de retourner dans leur quartier d'origine, Pakadjuma dans la commune de Limete, malgré les difficultés qui avaient conduit à leur relogement.

« Chaque poche de sang reçue est une chance de vivre », témoigne Dr Hod Bala. La Journée mondiale des donneurs bénévoles de sang du 14 juin prend une résonance particulière pour les personnes vivant avec la drépanocytose à Matadi, dans la province du Kongo-Central. Derrière les statistiques et les appels à mobilisation, se cache une réalité humaine : celle de patients dont la survie dépend régulièrement de la transfusion sanguine. Le témoignage du docteur Hod Bala, jeune médecin lui-même souffrant de la drépanocytose, illustre avec force cette réalité. « De 2009 à 2022, chaque année, j'étais transfusé une à deux fois. À ceux qui ont la possibilité de donner du sang, je leur dirai de continuer, car le sang sauve des vies et intervient dans plusieurs complications », confie-t-il ce dimanche 14 juin. Le Centre provincial de transfusion sanguine de Matadi appelle ainsi la population à renforcer sa participation au don bénévole.

Après sa nouvelle visite à Goma, James Swan réitère l'importance de faire progresser les efforts de paix régionaux, internationaux et nationaux, tout en veillant à leur cohérence. Au cours de son séjour à Goma, le chef de la Monusco a tenu plusieurs réunions avec des acteurs impliqués dans les mécanismes de paix et de sécurité. Il a notamment rencontré séparément des représentants de l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC/M23), ainsi que le commandant et d'autres membres du Mécanisme conjoint élargi de vérification Plus (MCVE+). Ces échanges ont porté sur les efforts en cours visant à renforcer les mécanismes de suivi et de vérification du cessez-le-feu dans l'Est de la RDC. James Swan a également échangé avec les équipes de la Monusco et des Nations Unies déployées à Goma afin d'évaluer la situation sécuritaire, politique et humanitaire dans la région, ainsi que les priorités opérationnelles de la Mission. Les discussions ont notamment porté sur les défis humanitaires actuels et la réponse apportée à l'épidémie d'Ebola qui affecte certaines zones de l'est du pays. À cette occasion, le chef de la MONUSCO a insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les différentes initiatives diplomatiques engagées pour parvenir à une paix durable. "Au cours de sa visite, il a réitéré l'importance de faire progresser les efforts de paix régionaux, internationaux et nationaux et d'en assurer la cohérence, notamment dans le cadre des processus de Washington, de Doha et de l'Union africaine. Il a souligné que la Monusco demeure prête, dans le cadre de son mandat, à appuyer la mise en œuvre de ces processus de paix", rassure la mission de l'ONU dans le communiqué. (Actualité.CD)

Lundi 15 juin.

Fin de session tendue et chargée au Parlement. Prévue pour se clôturer ce lundi 15 juin, conformément aux dispositions constitutionnelles, cette session laisse derrière elle plusieurs dossiers majeurs encore en suspens, alimentant les débats politiques et suscitant de vives préoccupations au sein de l'opinion publique. Au cœur des discussions figure la proposition de loi relative à l'organisation du référendum. Déjà adoptée par l'Assemblée nationale, elle est actuellement en examen au Sénat. Toutefois, il divise profondément la classe politique. Pour l'opposition, cette initiative ouvre la voie à une éventuelle révision constitutionnelle, un scénario qu'elle juge préoccupant dans le contexte politique actuel. La majorité, de son côté, insiste sur le caractère strictement technique de la proposition, affirmant qu'il s'agit simplement de préciser les modalités d'organisation d'un référendum sans remettre en cause la loi fondamentale. Autre dossier sensible : la situation sécuritaire persistante dans l'Est du pays. Des élus du Nord-Kivu et de l'Ituri ont décidé, samedi 13 juin, de suspendre leur participation aux travaux parlementaires afin d'exiger un débat approfondi sur l'état de siège, en vigueur dans leurs provinces depuis plus de cinq ans. Parallèlement aux questions politiques et sécuritaires, le Parlement poursuit l'examen de



plusieurs accords économiques d'envergure. Il s'agit notamment de conventions de financement dépassant 700 millions de dollars, conclues avec des partenaires internationaux pour soutenir divers projets de développement. Ces accords concernent des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'énergie et les services sociaux. Leur adoption est jugée essentielle pour renforcer la relance économique du pays, mais leur analyse nécessite du temps et un examen rigoureux par les élus. À quelques heures de la clôture officielle, l'ampleur et la sensibilité des dossiers en cours rendent incertaine la finalisation des travaux. Plusieurs observateurs évoquent déjà la possibilité de convoquer une session extraordinaire dans les semaines à venir.

Les chefs coutumiers plaident pour un « arbre à palabres » sur la révision de la Constitution. Les autorités traditionnelles insistent sur le fait qu'une réforme constitutionnelle « ne doit être ni imposée ni conduite dans la précipitation ». Elles appellent à privilégier le dialogue et la concertation nationale à travers des mécanismes reconnus par la tradition. Les chefs coutumiers soulignent également que ce débat intervient dans un contexte particulièrement sensible. La RDC fait face à de multiples défis, notamment la guerre d'agression attribuée au Rwanda ainsi que diverses crises internes. Dans ce climat, ils estiment que toute initiative susceptible de diviser la population doit être maniée avec prudence. « Cette initiative divise profondément les Congolais à un moment critique où notre pays [...] a besoin de son unité sacrée », a affirmé le chef Kitengeshi. Ils appellent ainsi à la cohésion nationale et à la responsabilité collective afin de préserver la stabilité du pays. Les autorités traditionnelles expriment par ailleurs des doutes quant à la faisabilité d'un éventuel référendum dans les conditions actuelles. Elles évoquent notamment les difficultés liées à l'insécurité persistante dans certaines provinces, ce qui pourrait compromettre la participation de l'ensemble des citoyens au processus. Dans ce contexte, elles jugent nécessaire de réunir au préalable toutes les conditions politiques, sécuritaires et sociales garantissant un scrutin inclusif et crédible. En proposant le recours à l'« arbre à palabres », les autorités traditionnelles entendent remettre au cœur du processus décisionnel les valeurs de dialogue, d'écoute et de consensus. Une démarche qui pourrait, selon elles, contribuer à apaiser les tensions et à construire une réforme constitutionnelle véritablement représentative de la diversité congolaise.

Ebola en Ituri : les autorités sanitaires mettent en garde contre l'automédication. Les victimes, un père et son fils, circulaient à moto lorsqu'ils ont soudainement commencé à saigner du nez et de la bouche avant de s'effondrer en pleine rue. Le conducteur de la moto aurait pris la fuite, abandonnant les deux hommes sur place. Les deux malades sont décédés avant l'arrivée des équipes de riposte déployées sur les lieux. Réagissant lundi 15 juin sur Radio Okapi, les autorités sanitaires attribuent ces décès à des pratiques d'automédication observées chez certaines personnes présentant des symptômes compatibles avec Ebola. Le médecin directeur de l'Hôpital général de Bunia, affirme que cette situation ne constitue pas un cas isolé. Selon lui, plusieurs incidents similaires ont déjà été enregistrés dans les quartiers Horo et Ndibe. Face à cette situation, le médecin insiste sur la nécessité pour les personnes présentant des signes suspects de consulter rapidement les services de santé. Pour les autorités sanitaires, une prise en charge précoce demeure essentielle pour limiter les risques de décès et empêcher la propagation du virus au sein de la communauté. Afin de renforcer la surveillance et la riposte, les services de santé ont mis à la disposition de la population le numéro vert 151. **Un mois après le début de l'épidémie d'Ebola, à Bunia les décès s'enchaînent.** Il y a tout juste un mois, le 15 mai, la RDC déclarait la dix-septième épidémie d'Ebola de son histoire. Depuis, le virus progresse à toute vitesse, et c'est en Ituri que tout se joue : la province concentre à elle seule 95% des cas enregistrés, selon Médecins sans frontières (MSF). À Bunia, la capitale régionale, impossible d'obtenir un bilan précis sur le nombre de cas suspects ou infectés, mais les décès s'enchaînent. Les autorités affichent le chiffre de 782 cas confirmés d'Ebola. Selon MSF dans un communiqué, « personne ne connaît l'ampleur de l'épidémie en RDC, ni quelles sont précisément les zones où le virus circule. » **La fermeture des frontières entraîne des mouvements de population non contrôlés.** Alors que vingt-neuf zones de santé sont touchées dans trois provinces de la RDC, le virus progresse le long des frontières et des axes de déplacement. L'Ouganda a fermé ses postes frontières officiels avec la RDC. Mais selon l'Organisation internationale pour les migrations, cette fermeture a déplacé les mouvements vers des voies non contrôlées. Le lac Albert en est l'illustration. Dès le 20 mai, une note d'alerte est émise depuis le point d'entrée ougandais de Ntoronko. Des Congolais qui vivent en Ouganda reviennent assister à des deuils en RDC, au bord du lac Albert. Les deuils sont l'un des principaux vecteurs de transmission de cette épidémie. Le 6 juin, le point d'entrée lacustre de Mahagi-Port, côté congolais sur ce même lac, est fermé par les équipes de riposte. Trois jours plus tard, le 9 juin, Tchomia est touchée. C'est une localité riveraine du lac Albert, à soixante kilomètres de Bunia, point de passage pour le commerce et la pêche entre les deux pays. L'Organisation internationale pour les migrations documente ce que la fermeture des frontières officielles ougandaises produit : les mouvements ne s'arrêtent pas. Ils se déplacent vers des voies irrégulières, non contrôlées. Le lac Albert, axe de commerce et de pêche entre les deux pays, est précisément ce type de voie. Côté congolais, au 10 juin, 17 points de contrôle sur 35 planifiés sont activés. Moins de la moitié. Les points qui fonctionnent trouvent des



corps. Le même jour, deux nouvelles zones sont touchées au Nord-Kivu : Masereka et Vuhovi, dans le territoire de Lubero, au sud de Butembo. Ce sont des zones qui regardent vers le Rwanda et le Burundi, que l'OMS a classées en priorité 1b pour la préparation à l'épidémie. (RFI)

Le Sénat adopte à l'unanimité la proposition de loi sur l'organisation du référendum en RDC. Ce texte encadre désormais les modalités d'organisation d'un référendum en RDC. Mais déjà après la validation du texte par l'organe délibérant il y a quelques jours, l'opposition politique avait rejeté fermement cette réforme, qu'elle considère comme une ouverture vers une révision constitutionnelle aux « intentions contestées ». Selon ses leaders, cette initiative parlementaire viserait à préparer le terrain à une modification de la Constitution, notamment en vue de permettre un éventuel troisième mandat du président Félix Tshisekedi, dont le second mandat arrive à échéance en décembre 2028.

